



Avec le succès de la grève et de la mobilisation AMPLIFIONS le COMBAT pour GAGNER

**Après le 10 décembre,
ON CONTINUE !**

Les annonces de Jean-Michel Blanquer : Un marché de dupes !

Alors que la mobilisation a atteint un niveau exceptionnel les 05 et 10 décembre, le ministre Jean-Michel Blanquer cherche à déminer le terrain. Il a annoncé une revalorisation salariale pour les enseignant·es en mettant sur la table un budget de 400 millions en 2021 (environ 32 euros net en moyenne par agent·e) et une hausse des rémunérations répartie en salaires et primes. Attention! Tout le monde ne toucherait pas cette augmentation. De plus, le ministre comme le président de la République dans son discours de Rodez sous-entendent que la revalorisation ne pourrait se faire qu'en contrepartie d'une redéfinition des métiers (temps de travail, vacances...).

Une revalorisation individuelle ?

Qu'on ne s'y trompe pas ! Les promesses de revalorisation doivent être lues avec attention. Selon les annonces du ministre, seule une partie des enseignant·es serait concernée par cette revalorisation puisqu'elle se ferait sous forme de primes au fur et à mesure que les enseignant·es basculeraient dans le nouveau système.

Cette démarche aurait pour effet d'opposer les personnels entre eux et d'accroître les inégalités femmes / hommes dans un ministère où elles représentent 70 % des effectifs.

Notre capacité à défendre nos retraites sera d'une importance cruciale pour préserver notre modèle social, il est possible de gagner, par l'action collective, pour construire une société plus juste.

Pour la CGT Éduc'action, une réelle prise en compte de l'urgence salariale passe d'abord par une refonte des grilles de salaires des personnels pour prendre en compte leur niveau de qualification et par une revalorisation de la valeur du point d'indice de la Fonction publique qui sert de base à la rémunération des fonctionnaires.

Dans l'immédiat, la CGT Éduc'action exige une augmentation de 400 euros pour toutes et tous.

De tels enjeux concernent toute la société, pour établir un rapport de force à la hauteur des enjeux, la CGT a construit une réponse interprofessionnelle.

Reconduisons partout où c'est possible, et toutes et tous en grève le 12 et 17 décembre!

Pour y parvenir, la CGT assume ses responsabilités en appelant tou·tes les salarié·es à se mettre en grève jusqu'au retrait de ce projet.